

DAMIAN, Michel et Jean-Christophe GRAZ (dir.). *Commerce international et développement soutenable*. Paris, Économica, 2001, 224 p.

Yves Steiner

Volume 33, Number 3, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704449ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704449ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Steiner, Y. (2002). Review of [DAMIAN, Michel et Jean-Christophe GRAZ (dir.). *Commerce international et développement soutenable*. Paris, Économica, 2001, 224 p.] *Études internationales*, 33(3), 562–565. <https://doi.org/10.7202/704449ar>

Ainsi, les relations internationales se définissent comme rapport entre l'auto expression du moi et l'auto description des autres. Les notions de perceptions et d'images apparaissent alors comme des référents d'analyse pertinents et puissants.

À partir de ces considérations générales, l'auteur présente deux domaines d'étude des relations internationales rendus particulièrement féconds grâce à l'usage de cette notion d'image. Il s'agit d'une part de « la politique étrangère des États », d'autre part de « la paix démocratique ». En effet, la fonction de représentation et d'image apparaît centrale dans la détermination des décisions de politique étrangère ; aussi bien dans la construction de l'identité de l'être politique de l'État agissant et de la légitimité de ses objectifs et de ses actes, que dans la désignation et dans la description de l'autre et de ses valeurs attribuées. Ainsi la politique étrangère est déduite de l'idée que l'on se fait de soi-même et des autres.

Par ailleurs, à travers un certain nombre d'exemples historiques, l'auteur montre comment la croyance dans le caractère spécifiquement pacifique des démocraties et l'hypothèse de cette corrélation entre pacifisme et démocratie a conditionné et transformé l'image de l'adversaire ; et de ce fait, déterminé le comportement à adopter à son égard.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, Frédéric Ramel, utilise l'approche perceptuelle pour étudier le cas de l'éclatement de la Yougoslavie. À travers la relation entre les serbes et les croates, l'auteur présente la mise en place de ce qui apparaît

comme le système de représentation et d'image. En effet entrent en interaction les représentations de soi-même et de l'autre, c'est-à-dire l'image des serbes par eux-mêmes, des croates par eux-mêmes, des croates par les serbes et enfin des serbes par les croates. La dynamique du conflit s'éclaire alors à partir de ce système que l'auteur cherche à étendre, d'une manière plus générale, pour dégager « des spécificités des images de l'ennemi en situation de fragmentation ethnique ».

L'écrit de Frédéric Ramel nous rappelle l'impérieuse nécessité d'une intelligence à plusieurs degrés des déclarations des dirigeants politiques et des actes de politique étrangère. Ce ne sont en effet jamais des facteurs objectifs qui sont les raisons d'un comportement ou d'une action ; comportement et action dépendent toujours de l'idée de ces facteurs dans la tête des différents acteurs.

Bertrand LANG

Université René Descartes – Paris v

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Commerce international et développement soutenable.

DAMIAN, Michel et Jean-Christophe
GRAZ (dir.). Paris, *Économica*,
2001, 224 p.

À l'inverse de nombreuses autres peut-être, la question environnementale a gagné l'attention des institutions internationales en charge du commerce international, en particulier celle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'attention gagnée par cette problématique et son intégration dans l'ordre du jour de l'OMC restent cependant paradoxales. Alors

que l'OMC semble avoir « digéré » cette question – et par là même, la source de nombreuses critiques visant l'institution libre-échangiste – se découpe en effet un nouveau champ de contestations dont l'épicentre est la critique de cette intégration partielle, donc partielle, de la question environnementale.

C'est autour de ce découpage, de ce nouvel espace de la *contestation* que s'agencent, outre une introduction, les huit contributions du volume dirigé par M. Damian et J.-C. Graz, et dont le but est de réintroduire au cœur de la problématique du commerce international, la question du développement. Trois formes de contestation prennent place, à notre sens, dans cet ouvrage : une *contestation théorique* dont l'objet est la critique de l'approche orthodoxe du commerce international, une *contestation historique* autour d'une relecture de l'âge d'or supposé du libre-échange au XIX^e siècle et enfin, une *contestation sociale* qui envisage l'émergence de mobilisations politiques, notamment en faveur du développement soutenable.

La contestation théorique se développe au travers de cinq des huit contributions du volume. La lecture comparée critique de l'approche néo-classique et de l'approche écologique du commerce international par S. Rosewarne fournit un point d'entrée fort utile à l'ensemble des articles. Les arguments de l'économie écologique, qui forment le corps de la critique de l'approche économique orthodoxe du commerce international, sont exposés de même que les *solutions* des économistes écologistes, en particulier le recours au commerce administré et à l'autarcie des économies nationales.

S. Rosewarne montre cependant les faiblesses théoriques de ces solutions et l'échec quasi programmé de leur promotion au sein d'institutions internationales dont la raison d'être est précisément l'intégration des marchés mondiaux.

M. Damian et J.-C. Graz prolongent cette contestation théorique de l'approche orthodoxe du commerce international au travers d'une comparaison des deux paradigmes qui analysent aujourd'hui les liens entre commerce et développement : le paradigme libéral, dit *de Rio*, et le paradigme écologique. Ces auteurs pointent notamment le caractère utilitariste du rapport à la nature que le *paradigme de Rio* renferme et les limites que cette ontologie impose à l'analyse. À l'inverse, le paradigme écologique intègre dans sa conception de l'échange les limites de la biosphère et donc, l'internalisation des coûts environnementaux dans les prix de l'échange. Apport fondamental, mais sujet à caution tant les difficultés théoriques et politiques liées à la définition monétaire de tels coûts émergent, à l'image de la contribution de M. Cabeza-Gutès et J. Martinez-Alier. Difficultés doublées par l'ambivalence du paradigme écologique sur la question de la place du commerce dans le développement. M. Damian et J.-C. Graz y voient pourtant une chance offerte à l'analyse, à condition de ne pas délimiter *a priori* ce rôle du commerce dans le développement et d'y réintroduire les jeux des contingences sociales et historiques et les médiations du politique.

La contribution de G. Destanne de Bernis retrouve, à sa manière, une des faiblesses des solutions des économistes écologistes soulevées par

S. Rosewarne lorsque celui-ci évoque dans son article, la nécessité de rendre compte dans l'optique du développement d'autres formes prises par le capital comme la production. Chez G. Destanne de Bernis, ce point fait en effet écho à sa critique de l'approche économique orthodoxe du commerce international dont la seule analyse de l'échange limite la portée heuristique. Ce point de vue de la production, défendu par cet auteur, l'amène à proposer une autre stratégie de développement pour les pays de la périphérie que celle basée sur l'ouverture commerciale ; autre stratégie reflétant un compromis « plus juste » entre ouverture extérieure et nécessaire autonomie de la structure des prix relatifs (eu égard à la structure nationale des productivités sectorielles).

B. Gerbier prolonge également cette optique de la production en critiquant la théorie de l'économie internationale et sa conception des institutions internationales, en particulier l'OMC. Ce dernier renverse la proposition selon laquelle l'OMC n'est qu'une institution internationale de l'échange au profit d'une organisation mondiale de la production, fille des crises structurelles successives de l'économie internationale. À mesure que le champ application des lois OMC et de sa jurisprudence s'étend, une nouvelle institution mondiale de régulation sociale des conditions de production en amont de l'échange, et donc du développement, émerge.

La contestation sur la base d'éléments historiques de la vision dominante du commerce international apparaît certes à plusieurs reprises dans l'ensemble des contributions. Une cependant, celle de P. Bairoch,

en fait le centre de son analyse en réfutant l'idée selon laquelle le libre-échange a été la règle au XIX^e siècle en Europe. Le libre-échange a été bien plus l'exception ; exception d'autant plus importante que celle-ci a été un facteur de déstabilisation des économies européennes durant l'intermède libre-échangiste (1866-1877). Les « leçons de l'histoire » montrent ainsi que ouverture commerciale, niveau de développement et croissance économique sont intimement liés. Une politique commerciale libre-échangiste ne mène qu'*exceptionnellement* à une croissance économique importante, comme ce fut le cas alors pour un pays économiquement avancé, le Royaume-Uni. Elle n'en est cependant jamais l'unique déterminant.

Enfin, la contestation sociale face à l'extension du commerce international et à ses conséquences sur les conditions de vie et l'environnement fait l'objet de deux contributions complémentaires. D. Brunelle et C. Deblock décrivent les formes prises par l'organisation de la contestation sociale et politique lors de la création de l'Accord américain de libre-échange (ALENA), de la Zone de libre-échange des Amériques et des prémisses d'un Accord de libre-échange des Amériques. Dans ces trois cas, les auteurs retracent le processus de formation de nouvelles coalitions transnationales entre organisations politiques, syndicales et écologiques et les difficultés de ces coalitions de la société civile à faire entendre leurs voix. L'optimisme de la contribution de A. Lipietz et A. Sinaï tranche avec le réalisme affiché par d'autres dans ce volume. Ceux-ci s'interrogent sur les conditions d'émergence d'un

espace politique à même de réguler les dérives de la mondialisation libérale sur le bien-être social et environnemental de l'humanité. Ces conditions d'émergence restent cependant contingentes d'un moment historique précis – la remise en cause de l'hégémonie américaine – et de la mise en place d'une stratégie politique de la société civile visant à subordonner des organisations internationales comme l'OMC à des normes sociales et environnementales.

Le lecteur pressé pourrait se contenter de l'introduction de M. Damian et J.-C. Graz. Ce serait pourtant négliger l'effort réalisé par ce collectif de chercheurs – économistes, historiens, politologues et sociologues – afin de ficeler un volume sur une problématique encore bien peu approchée dans le monde francophone des sciences sociales. Mises à part deux contributions, toutes ont été retravaillées pour l'occasion ce qui fournit une cohérence d'ensemble bienvenue, même si d'évidentes différences de niveau subsistent entre celles-ci. Enfin, et surtout, ces contributions contestant théoriquement, historiquement et socialement l'approche économique du commerce international sur la question du développement soutenable semblent faire mentir J. Lacan qui disait que, très souvent, on perfectionne ce que l'on conteste.

Yves STEINER

Centre Walras – Pareto
Université de Lausanne

Free Trade versus Protectionism. A Source Book of Essays and Readings.

OVERBEEK, Johannes. *Cheltenham and Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 1999, 646 p.*

Le vieux débat entre libre-échange et protectionnisme peut émerger et nourrir des controverses dès lors que les conditions de production, d'échange et de consommation reposent, au moins partiellement, sur le principe de la propriété privée, que l'existence d'institutions politiques offrent les moyens d'interférer dans l'activité économique et qu'une portion significative de la production et de la consommation traverse les frontières. Dans ce débat, la référence à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo est généralement incontournable. C'est elle qui pose pour la première fois de façon systématique l'idée selon laquelle l'ensemble des sociétés humaines se retrouveraient *in fine* avec plus de biens à meilleur prix si elles laissaient libre cours aux forces du marché tant sur le plan intérieur qu'international. En élevant le libre-échange à un principe de validité universelle et transhistorique, la théorie des avantages comparatifs est restée le pôle de référence de la politique commerciale. À de rares exceptions près, aussi bien les corpus de doctrines que les analyses explicatives de la politique commerciale se sont depuis lors efforcés à confirmer ou, *a contrario*, infirmer la théorie de Ricardo.

C'est sur la base de ce constat que Johannes Overbeek, un professeur d'économie à la University of Virgin Islands, a construit son recueil de textes. Il part des origines de la